

Les organisations syndicales soussignées de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche appellent le 22 mars :

# À LA GRÈVE ET À DES MANIFESTATIONS AVEC TOUTE LA FONCTION PUBLIQUE

Toute la fonction publique, tous les services publics sont attaqués. Le salaire réel des fonctionnaires, en baisse depuis 2013, est encore mis à mal par le rétablissement du jour de carence, l'augmentation du taux de cotisation de la pension civile et de la CSG... Le gouvernement a annoncé un plan de dynamitage de la fonction publique via le recours accru aux personnels contractuels et un plan de « départs volontaires ». En supprimant 120 000 postes, il détruit encore un peu plus les services publics qui permettent à tous et toutes d'avoir accès aux soins, à l'éducation, de se déplacer...

Côté enseignement, une offensive massive est menée par le gouvernement : réforme du lycée, réforme du bac, mise en place de Parcoursup, loi ORE (Orientation et Réussite des Etudiants) et réforme de la Licence. Le commun dénominateur est la mise en compétition des établissements via la perte du cadre de référence national, la mise en place de la sélection et un inévitable tri social des lycéen.e.s et étudiant.e.s. Ignorant toutes les oppositions à Parcoursup partout en France (dont un vote du conseil supérieur de l'éducation avec aucune voix favorable), le dispositif est mis en place avant même que le cadre légal ne soit en place. La démocratie est d'une autre époque.

La mascarade dite de « reconquête de l'IdEx » n'est qu'un prétexte pour forcer la transformation de la COMUE UFT-MiP en une université fusionnée avec un CA très resserré où la voix de la communauté universitaire (enseignant.e.s-chercheur.e.s, BIATSS ou étudiant.e.s) sera inaudible. Aujourd'hui, seules les directions d'UT3 et d'UT2 se sont engagées vers la fusion des deux universités. A UT2, au prix d'un parjure et d'une non prise en compte du refus de cette fusion très clairement exprimé autant par les personnels que par les étudiant.e.s. A l'UT3 au prix d'un refus d'informer les personnels sur l'impact induit et certain sur leurs conditions de travail.

L'IDEX est un leurre ; concrètement, restrictions budgétaires, suppressions de postes et un manque croissant de financement pour accueillir les étudiant.e.s sont la réalité quotidienne et

rendent indécentes les promesses d'excellence que fait miroiter la « reconquête de l'IDEX ». En toile de fond se dessine un système à deux vitesses, que ce soit pour la recherche ou pour l'enseignement, et malheur à celles et ceux qui ne sont pas dans le bon « périmètre »...

La réalité à l'UPS est celle des 200 postes supprimés ces deux dernières années, celles de services de plus en plus tendus à cause des sous-effectifs, de l'accumulation d'un retard important sur la mise aux normes des bâtiments posant des problèmes de sécurité, de mise en compétition des personnels sur fond de RIFSEEP et d'un nombre alarmant de personnels en souffrance.

Et au moment où la fusion avec UT2 est annoncée pour janvier 2019, comment la direction ose-t-elle encore dire que la réorganisation en cours (PRISSME) depuis près d'un an et qui doit être mise en place en janvier 2019 est sans rapport avec cette fusion ? Pourquoi cacher aux personnels le véritable but de cette réorganisation à savoir donner à l'UT3 toute sa place dans le futur grand établissement dès janvier 2019.

Combien de postes vont disparaître à l'occasion de cette réorganisation ? Encore 200 ?

L'université Paul Sabatier, à l'image du secteur public, est terriblement malmenée. Tous les personnels, quelles que soient leurs fonctions, sont directement impactés par la dégradation des conditions de travail, comme les étudiant.e.s dans leurs conditions d'études.

Alors que le gouvernement mène une offensive tout azimut, il faut une mobilisation massive le 22 mars pour dire stop au démantèlement du service public et lancer un appel avec les autres secteurs de la fonction publique pour une hausse des salaires, l'arrêt des suppressions d'emplois, la titularisation des contractuel.le.s, l'égalité professionnelle, l'abrogation du jour de carence, la défense des retraites.

**Le 22 mars 2018, journée de grève de la Fonction Publique  
Tous et toutes en grève et dans les manifestations !**

**A Toulouse - RDV à 14h30 Place A. Bernard**

Défendons le bien commun qu'est le service public. Remettons le progrès social au goût du jour

**Mardi 20 mars - 12h15  
Assemblée générale étudiant.e.s et personnels  
Amphi Cotton - Bât 3A - UT3**

L'intersyndicale de Paul Sabatier :

CGT (FERCSup, SNTRS), FO (SNPREES), FSU (SNASUB, SNESUP), Solidaires (SUD éducation, SUD recherche), UNEF, UET